Lewis, Gordon K., Notes on the Puerto Rican Revolution. An Essay on American Dominance and Caribbean Resistance, Monthly Review Press, New York, 1974, 288 p.

Christian A. Girault

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700654ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700654ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Girault, C. A. (1976). Compte rendu de [Lewis, Gordon K., Notes on the Puerto Rican Revolution. An Essay on American Dominance and Caribbean Resistance, Monthly Review Press, New York, 1974, 288 p.] *Études internationales*, 7(1), 133–135. <https://doi.org/10.7202/700654ar>

complexe de *partis-législatures*. Je pense, par exemple, au parti Viêt Lao-Dong à l'époque de la guerre de libération de l'Indochine. On sait que cette institution – « illégitime » dans le cadre du système politique officiel des conquérants – planifiait et légiférait au nom de la nation indochinoise...

Tout compte fait, *Legislatures in Comparative Perspective* constitue une importante contribution à l'étude d'institutions politiques contemporaines que l'on prenait pour acquis mais qu'au fond l'on connaissait très peu.

Daniel GAY

Département de sociologie,
Université Laval

LEWIS, Gordon K., *Notes on the Puerto Rican Revolution. An Essay on American Dominance and Caribbean Resistance*, Monthly Review Press, New York, 1974, 288p.

La Révolution portoricaine dont parle Lewis, c'est une révolution à faire qui verra, sans doute avant la fin du siècle, l'indépendance du pays et son passage à une société de type socialiste.

L'essai est attachant par sa langue irréprochable et ses descriptions précises et habiles de milieux ; l'auteur a l'œil d'un très bon observateur. L'essai fournit un panorama très complet sur la situation politique et sociale de l'île aujourd'hui, et, en tant que tel, il met à jour et il complète le travail maintenant classique du même auteur, *Puerto Rico : Freedom and Power in the Caribbean*, paru en 1963. À ce titre, la lecture de cet ouvrage est donc fortement conseillée aux personnes intéressées par les problèmes antillais.

Le plan de l'ouvrage n'est pas absolument clair, car il respecte la forme de l'essai d'un bout à l'autre au long de ses 288 pages, de sorte qu'il n'y a ni chapitres, ni divisions

autres que des paragraphes. L'inconvénient de ceci est que des répétitions existent parfois et qu'on a le sentiment, en le lisant, que l'essai est un peu long, que la démonstration de l'auteur était réalisée au bout de 150 ou 200 pages. Un index qui aurait capté la richesse de la documentation, des références biographiques, bibliographiques, etc., auraient dû pallier ce défaut et auraient rendu l'ouvrage plus utilisable.

Après plusieurs décennies de croissance qui ont modifié considérablement la structure économique de l'île, la situation politique demeure ambiguë, à cause du statut proto-colonial imposé par les États-Unis. Les politiques appliquées dans le *Commonwealth* sont décidées par Washington, dans la plupart des cas et dans presque tous les domaines, en particulier dans les domaines sensibles de la défense et de la politique d'immigration. Personne n'est plus satisfait du *statu quo* établi en 1952, ni les indépendantistes, ni les partisans de l'avènement de Puerto Rico comme cinquante-et-unième État de l'Union, ni même le parti populaire actuellement au pouvoir, qui mène une petite guerre avec le gouvernement fédéral à propos des juridictions (communications, environnement...), à propos des versements d'allocations sociales, en se basant sur le caractère culturel particulier de la nation. Le débat constitutionnel fait rage dans la plus totale confusion. À San Juan, sur le Capitole et à la Maison Blanche, la question porto-ricaine ne rencontre qu'ignorance et dédain.

Les Porto-Ricains, citoyens américains, mais ne votant pas aux élections présidentielles, subissent des politiques de gouvernants au choix desquels ils n'ont pas participé, telle la guerre du Viêt-nam. Le sénateur Jackson, lors d'une visite à San Juan, rappelle cyniquement que l'île fait partie du « butin » ramassé en 1898 après la défaite espagnole. Ce faisant, il fait comprendre que le statut de Puerto Rico repose sur la force et non sur l'intérêt mutuel et il justifie à sa façon les partisans de la lutte armée.

Sur le plan économique, on est passé de l'industrie légère au temps de l'opération *Bootstrap* à une industrie semi-lourde et lourde dans les années soixante, industrie polluante dans l'écosystème fragile d'une petite île tropicale, déjà densément peuplée. Les projets en cours d'un superport pétrolier à Rincón-Aguadilla et d'une vaste exploitation minière pour le cuivre à Lares renforcent cette tendance. Concurrément, le capital investi est de plus en plus un capital « étatsunien » continental, les capitalistes locaux ne gardant que la fonction d'associés de deuxième rang, situation dont ils s'accommodent bien d'ailleurs. L'île est un marché captif pour les produits américains et l'étude récente de Louise Samoiloff montre que les coûts économiques du rattachement de l'île aux États-Unis sont plus élevés que les bénéfices : par exemple, les marchandises venant de l'île ou à destination de l'île doivent voyager sur les navires américains aux taux de fret élevés.

Les transformations sociales provoquées par l'industrialisation (et l'urbanisation, son corollaire) sont évoquées par l'auteur à partir de l'analyse perspicace et élégante d'un grand nombre d'ouvrages de sciences sociales. La prolétarianisation des masses rurales et urbaines et la constitution d'une bourgeoisie (à plusieurs niveaux) assez étoffée, constituent les deux volets d'un même tableau. L'inégalité des revenus s'accroît. La situation à la campagne est particulièrement pénible, tandis qu'un tiers de la population de l'île a pris le chemin de la mégapole, émigration en perpétuel mouvement. L'auteur croque avec bonheur certains groupes sociaux, tels que les moyens bourgeois endettés par l'achat des automobiles, téléviseurs... qui doivent leur faire atteindre l'essence du mode de vie nord-américain. Il a aussi des paragraphes intéressants sur la dégradation de la langue espagnole parlée et écrite, sous l'influence envahissante de l'anglais.

En plus des liens économiques qui sont fondamentaux, l'île a une grande importance stratégique pour les États-Unis et il ne

semble pas qu'ils soient disposés à l'abandonner dans un avenir rapproché. La tâche des forces anti-impérialistes est donc dans ces conditions extrêmement difficile. Mais elles ont fait dans les années récentes beaucoup de progrès. Il y a un nouveau style de militantisme plus près des masses. Les indépendantistes s'occupent des problèmes du chômage, du coût des médicaments, du logement... La liaison avec la classe ouvrière est perçue comme cruciale. Traditionnellement, le syndicalisme est faible et peu combatif, dominé par les fédérations américaines. Des efforts sont faits pour créer des syndicats indépendants, prenant éventuellement des positions politiques. La question raciale et la question féminine constituent également des sujets d'agitation. Des auteurs réécrivent l'histoire du point de vue de la lutte de classes.

La richesse de l'ouvrage qui comprend encore une analyse de la figure historique et des position d'Albizu Campos, le précurseur du nationalisme portoricain, et un parallèle avec la situation de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre, défie quelque peu le compte rendu. C'est pourquoi, nous nous attachons maintenant à cerner la position politique de Lewis lui-même. Son orientation est clairement révolutionnaire, ce que prouve son emploi de plusieurs instruments conceptuels du marxisme et l'assertion que l'indépendance ne signifie rien, si elle n'est accompagnée par un profond changement social. De même, l'auteur pense que les indépendantistes ne devraient pas participer aux élections, parce que, ce faisant, ils cautionnent le système constitutionnel imposé par la puissance dominante. Sur la question de la lutte armée, il pense que la résolution du « problème portoricain » se fera de cette manière, car les tendances actuelles de la politique américaine ne laissent guère d'espoir, mais il pèse ses mots et il ne le dit pas de gaieté de cœur. L'auteur n'encourage donc nullement le « terrorisme ». Il insiste au contraire sur les temps et les moments. La lutte armée n'interviendra sans doute qu'au bout d'un long processus de conscientisation et lorsque les

formes démocratiques de la vie politique n'auront plus cours, ce qui n'est absolument pas le cas pour l'instant.

Il est donc proche des indépendantistes révolutionnaires, mais par des nuances et des distinctions, il tâche d'éviter de s'identifier à l'un des deux partis indépendantistes importants ou à l'un des nombreux groupes voués à cette cause. Il est en particulier prudent à cause des tendances totalitaires qu'il croit déceler dans certains mouvements indépendantistes.

À la fin de l'ouvrage, l'auteur expose sa conception d'un socialisme « humaniste » et « moral » à Puerto Rico qui équilibrerait villes et campagnes, qui rendrait joie de vivre et plaisirs esthétiques. Ce socialisme ne devrait à aucun prix supprimer la liberté de l'intellectuel d'affirmer sa dissidence. Il se réclame alors des socialistes utopiques – Fourier, Saint-Simon et même Rousseau – plus que de Marx dont il souligne des lacunes ou des erreurs.

Christian A. GIRAULT

*Centre d'études de géographie
tropicale du C.N.R.S.,
Bordeaux*

MOULIN, Léo, *Les socialisations – société – État – parti*, Éd. Dukulot (1975); Gembloux (Collection Sociologie Nouvelle ; Théories, n° 11), 200p.

Chaque dix ans environ, Léo Moulin, qui est un des principaux sociologues politiques [européens], assène un coup de massue sur les porte-parole des conceptions dominantes en science politique. Ses ouvrages de 1956 et 1964 sur les ordres religieux remettaient en cause partiellement les idées toutes faites sur les origines des institutions démocratiques occidentales et réintroduisaient le facteur « religion » au premier rang des variables politiques et sociales dans un monde prétendument sécularisé. L'action

inlassable, par l'écrit, l'enseignement et l'animation de groupes de spécialistes, était couronnée par la publication de la série « Documents religieux du phénomène politique » dont on attend avec impatience les prochains numéros.

L'étude de l'interaction entre la religiosité et la lutte pour le pouvoir devait nécessairement déboucher sur une réflexion plus vaste sur les mécanismes de formation de ces croyances, de cette culture politique qui influence l'acteur individuel ou collectif, consciemment ou non, dans ses itinéraires de politisation ou de dépolitisation.

Le présent ouvrage s'attaque à l'étude ardue des « divers agents de socialisation qui jouent un rôle dans la formation des opinions politiques individuelles » (p. 11). L'introduction (pp. 11–22) offre dès le départ un ensemble clair de définitions et d'informations, qui s'appuient fortement sur les recherches de la sociologie politique américaine, et son arrière-fond freudien qui ont mis à l'honneur les recherches sur les processus qui débutent dès l'enfance mais ne s'arrêtent jamais, étant donné le caractère « inachevé » de l'homme qui « conserve une capacité d'adaptation active et créatrice, à l'environnement, une éducatibilité qui n'a pas son équivalent dans la Nature. Cette plasticité prolongée ouvre de très larges voies d'accès aux effets de la socialisation culturelle ».

La première partie, intitulée « Les premières étapes des socialisations nationale, civique et politique » (pp. 23–41), s'attaque donc logiquement au rôle de la famille, de l'entourage immédiat, des pairs, et des petits groupes, de l'école et des media de diffusion collective dans la formation d'une vision politique de la « pré-adolescence ». Cette partie nous offre une excellente synthèse, réinterprétée de manière systématique, des recherches empiriques dans le monde occidental.

Les deuxième et troisième parties dissèquent les représentations des adolescents, des étudiants et du jeune ouvrier (pp. 42–69) et au monde politique de l'adulte (pp. 72–81)